

L'histoire de l'Europe par Claude Bonjean (RTL, 29 novembre 1969)

Source: Enquête sur l'Europe / Claude Bonjean, commentaires : Claude Bonjean.- Paris: RTL [Prod.], 29.11.1969. RTL, Paris. - SON (00:18:59, Montage, Son original).

Algérie: les accords d'Evian / Euloge Boissonade, Jean-Pierre Farkas.- Oran et Alger: RTL [Prod.], 20 mars 1962. RTL, Paris. - (07:03, Montage, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/l_histoire_de_l_europe_par_claude_bonjean_rtl_29_novembre_1969-fr-346b3774-e15c-45fb-921f-95950c509a93.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

L'histoire de l'Europe par Claude Bonjean (RTL, 29 novembre 1969)

[Journaliste] Lundi s'ouvre à La Haye une conférence européenne au sommet dont tout le monde s'accorde à dire qu'elle sera décisive pour l'avenir de l'Europe. Quelle est cette Europe en question ? Le Marché commun a bouleversé notre vie quotidienne, mais personne ne s'en rend vraiment compte et, des multiples conférences interministérielles qui l'ont à peu près construit, qui l'ont peu à peu construit, ne sont souvent ressortis que des communiqués rédigés en termes barbares et des brochures bourrées de chiffres. L'histoire du Marché commun est pourtant une histoire extraordinaire avec des passions, des empoignades, des personnages hors série, des suspens, des rebondissements. Et c'est cette histoire-là que nous raconte maintenant Claude Bonjean.

[Claude Bonjean] Dans la journée, quand il le pouvait, Churchill courait à sa chambre, enfilait un pyjama, se glissait entre les draps. Il restait une heure au lit, c'était son heure de réflexion. À cette époque, il n'y avait vraiment que deux hommes à marcher pour penser : le général de Gaulle et Jean Monnet. Le général arpentait les allées de la Boisserie ; Jean Monnet se coiffait d'un feutre, empoignait une canne et parcourait les alentours de sa chaumière d'Houjarray près de Montfort-l'Amaury en Seine-et-Oise. L'Europe est née de leurs méditations. D'autres sans doute ont influé le cours des événements : Spaak, le Belge, Bech, le Luxembourgeois – Joseph Bech qui avait un tour de taille phénoménale et qui a été un grand homme d'État –, l'ascétique Alcide de Gasperi, l'Italien né en Autriche, Konrad Adenauer et son Allemagne catholique, Robert Schuman, le Lorrain né à Luxembourg qui avait fait son service militaire sous l'uniforme prussien et qui n'avait pas trouvé le temps de prendre femme, et bien d'autres encore. Mais Churchill, le général de Gaulle et Jean Monnet ont en l'occurrence une dimension symbolique.

C'était en 1946 et l'Europe était épuisée. À Zurich, Churchill lance trois mots qui deviennent un slogan. Il dit : « Nous devons construire une sorte d'États-Unis d'Europe ». Une sorte de... Quelle sorte de, justement ? On essaie l'Europe politique, on crée le Conseil de l'Europe. À peine a-t-il ouvert la bouche qu'on l'appelle « l'Europe du blabla ». Il parle dans le vide, il n'a pas de pouvoirs réels. On tente l'Europe militaire. La guerre de Corée avait éclaté, on disait : c'est une manœuvre de diversion, Staline va fondre sur l'Europe. On se ruait sur le sucre et le savon. Panique en Allemagne où les fusils sont interdits et qui demande protection. Churchill s'écrie à Strasbourg : « Il faut créer une armée européenne ». Mais la fameuse CED, Communauté européenne de défense, les députés français l'abattent d'un coup de scrutin en 1954. Le débat avait soulevé une immense émotion et il avait fait bondir simultanément le général de Gaulle et Jean Monnet parce qu'une certaine idée de l'Europe était en cause. De Gaulle, alors président du RPF, affirmait : « L'Europe doit être aux mains des chefs d'État et de gouvernement et d'eux seuls. Elle sera une confédération. Elle sera fondée sur une entente franco-allemande ». Jean Monnet répliquait : « L'Europe sera faite par des administrateurs dépouillés de leur nationalité. Ce sera une fédération. Elle se bâtera sur un accord entre les deux rives de la Manche ». Merry et Serge Bromberger constatent dans leur livre « Les coulisses de l'Europe » : le général de Gaulle résonne en continental, Jean Monnet en familier de l'Outre-mer.

Curieux personnage que ce Jean Monnet ! On peut se demander ce qu'il vient faire dans cette histoire. Il n'est pas un homme politique. Il n'est pas diplomate. Il ne sort pas d'une grande école, il n'a même pas de diplôme. Il a un physique de retraité anonyme avec des moustaches grises. Il n'est pas grand, il serait plutôt fluet. Bref, il n'a rien de remarquable, il passe inaperçu. Mais ça ne l'ennuie pas d'ailleurs. Au contraire, il est très content de passer inaperçu. Ce n'est pourtant pas un homme ordinaire que celui-là. Il y avait à Cognac, Charentes, un vigneron râblé qui dirigeait un syndicat en décomposition et qui rachetait des parts de ceux qui s'en allaient. Il a fini par lancer sa propre marque, le Cognac Monnet, Monnet père mais bientôt père et fils.

Un jour, le fils dit à son père : « Voilà, je voudrais abandonner mes études. »
« Mais... et ton baccalauréat ? »
« Tant pis pour mon bac, je pars ! »
« Où cela ? »
« Pour le Canada. »
Il a dix-huit ans !

Le Canada, c'est le Far West, les colts des pionniers et les tuniques rouges de la police montée. Jean Monnet vend son alcool dans les saloons. On s'est soûlé avec du cognac Monnet sous les tentes des Peaux-Rouges. Et puis, les États-Unis, l'Égypte, la Suède. Jean Monnet s'initie aux méthodes américaines. Il s'est constitué, à travers le monde et dans le nouveau en particulier, un réseau d'amis. Il n'a pas de préjugés. Ce n'est pas un Français comme les autres qui débarque en France au premier jour de la guerre de '14, un Euro-américain, une espèce nouvelle. La gabegie, les défauts d'organisation l'effraient. La France court à la catastrophe. Il pense : « Il faut que j'aille voir Viviani ». Viviani, c'est le président du Conseil. Il le pense, il le fait. Il va le voir, tout simplement. Il confessa plus tard : « J'étais inconscient, je ne savais pas ce que c'était qu'un président du Conseil ». Viviani en tout cas l'écoute. Monnet met en route la machine de guerre alliée. La paix venue, il s'emploie à restaurer l'économie de la Chine. La Seconde Guerre l'envoie à Washington où il persuade les Américains de fournir des avions aux Anglais, à Londres où il propose une fusion de l'Angleterre et de la France avec des députés français siégeant aux Communes, à Alger où il travaille avec le général Giraud mais pour le général de Gaulle et à Paris, enfin, où il élabore le premier plan économique. Ses fonctionnaires sont stupéfaits : Jean Monnet confond les kilos et les tonnes. Mais ils ne tardent pas à comprendre : Jean Monnet est un producteur d'idées simples. Dans ses poches traînent des solutions concrètes, il a au levier de commande des amitiés sûres. Il a des idées simples, mais rien n'est simple vraiment dans sa vie. Il tombe amoureux, elle est mariée. Le coup de foudre ! Dans un dîner, il rencontre la belle madame Silvia de Bondini, artiste peintre, femme d'un diplomate italien. Il l'enlève. Il l'emmène à Moscou. En deux minutes, il obtient le divorce.

Il aurait pu mener une existence mondaine, collectionner les honneurs, mais il n'a pas d'ambitions personnelles. Il aime l'incognito, c'est sa force. Les autres parlent à sa place. Robert Schuman par exemple. Le généreux Robert Schuman. Donc, l'Europe politique avait échoué et aussi l'Europe militaire. Il ne restait plus que l'Europe économique. De toute façon, il fallait faire quelque chose, on s'en rendait compte. Staline avait épouvé. L'Europe a toujours été d'abord un réflexe de défense. Elle devrait élever une statue à l'ancien maître moustachu du Kremlin : « À Staline, l'Europe reconnaissante ». Enfin, bref, il y avait cette issue : l'Europe économique. Or, depuis quelque temps déjà, Jean Monnet s'en était occupé. L'Allemagne et la France se disputaient la Ruhr et la Sarre, on n'en sortait pas. Jean Monnet parcourait sa campagne en rageant. Il rentrait chez lui, il voyait les titres de la presse, il chiffonnait les journaux. Mais tandis qu'il froissait les journaux, il réfléchissait : « Voyons, la Ruhr, la Sarre, c'est du charbon. La Lorraine, c'est du fer. Le charbon, le fer, ça se manie, ça se marie, ça n'a pas la fibre patriotique. Mais alors, la voici, la voici, la solution ! ». Robert Schuman était aux Affaires étrangères. Comme Gasperi, comme Adenauer, il était catholique et catholique pratiquant. La foi les avait rapprochés. Ils s'étaient appréciés à l'occasion de retraites spirituelles. Ils étaient des frontaliers tous les trois. Le fascisme les avaient également pourchassés. Ils avaient parlé de l'Europe déjà et à peu près dans les mêmes termes. Ce jour-là, le 5 mai 1950, Robert Schuman déjeune au Plan, chez Monnet. Il arrive avec son crâne en pointe qui met en joie les caricaturistes de l'époque et ses manies de vieux garçon. Jean Monnet l'accueille : « Joli mois de mai, Monsieur le Président. Mettez-vous à votre aise. Moi, vous m'excuserez, mais je travaille en bras de chemise, une habitude américaine ». Robert Schuman bredouille : « C'est-à-dire... OK, ce n'est pas l'usage et puis je dois vous l'avouer, je porte des bretelles ». Ainsi a débuté l'entretien qui allait bouleverser l'Europe. Jean Monnet proposait un pool charbon-acier avec des fonctionnaires pour le gérer. C'était cela, sa solution : l'embryon d'une communauté aux desseins plus ambitieux. Les intérêts de l'Allemagne et de la France seraient imbriqués de telle sorte que les deux pays ne pourraient plus se faire la guerre. À Schuman de défendre le projet. Il le présente le 9 mai 1950 par un bel après-midi de printemps et, dans son émotion, il saute un feuillet. Les journalistes du monde entier se pressent dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay. Déclaration historique, nul ne s'y trompe. La Communauté charbon-acier prend forme quand meurt la Communauté européenne de défense. Bientôt, le coke allemand alimentera les hauts fourneaux de Lorraine. Mais la CECA, c'est son nom à présent, ce ne devait être que la première pierre de l'édifice. L'édifice, c'était la fédération européenne, les États-Unis d'Europe. Pour éviter l'anarchie, on mettrait l'immeuble en co-propriété en quelque sorte. La Haute Autorité de la CECA se comporterait en conseil d'administration de la société civile immobilière. Déjà, d'ailleurs, elle avait un président : Jean Monnet. L'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg applaudissent, mais l'Angleterre ne manifeste pas d'enthousiasme. Ainsi, l'Europe commence à Six. Alors, le général de Gaulle vint au pouvoir et de se déchaîner contre ce carnaval de supranationalité, de stigmatiser le volapük et les ectoplasmes de Jean Monnet, ces eurocrates qui

prétendaient diriger l'Europe. Plus tard, beaucoup plus tard, l'affrontement de ces deux Europe se traduira en un duel De Gaulle-Hallstein. Hallstein était le président de la Commission européenne, une sorte, en effet, de petit gouvernement qui avait fini par se constituer. C'est un petit homme avec des mèches blanches et raides, un ancien professeur à la vie triste. Un soir qu'il rentrait chez lui, il fait arrêter sa voiture devant une épicerie. Il en sort avec un paquet dans les bras. « J'ai acheté une bouteille de Bordeaux, confie-t-il, un peu bredouille, à son chauffeur, j'ai acheté une bouteille de Bordeaux parce que c'est mon anniversaire et personne ne le sait ». Triste mais pas effacé. À Washington, il est accueilli en chef d'État. À La Haye, on déroule le tapis rouge. Mais à Paris, pas de fanfare. Il est reçu simplement en président d'une organisation internationale. Nuance ! D'ailleurs, De Gaulle finira par obtenir le départ de monsieur Hallstein : l'Europe ne sera pas supranationale.

[Journaliste] L'Europe ne sera donc pas supranationale, mais à la vérité elle n'existe pas encore au point où en est cette histoire que vous raconte Claude Bonjean.

[Claude Bonjean] Le fantôme de la défunte CED hantait les nuits de Jean Monnet. Un homme se présente pour l'en débarrasser, Louis Armand, surnommé « l'homme le plus intelligent de France », en tout cas cerveau phosphorant. Il dit : « La CED, ce n'était pas une bonne idée, finalement. Un général criant en français « En avant, marche ! » à des soldats hollandais qui, bien sûr, resteraient sur place, non. Mais l'atome, oui ! L'atome européen, oui ! L'Euratom ! » Jean Monnet saute sur le projet, il en fait son affaire. Il démissionne de la présidence de la CECA pour s'en occuper, pour presser les gouvernements d'agir, pour frapper l'opinion. Mais dans la foulée, pourquoi ne ferait-on pas une union douanière ? Le Benelux pose la question sous forme de mémorandum. Les ministres se donnent rendez-vous à Messine le 1er juin 1955. C'était un cadeau au ministre italien Martino, dont la Sicile était le fief électoral, et justement il avait quelques difficultés. Une conférence internationale sur ces terres serait du meilleur effet. C'est dans cette disposition d'esprit, en somme sans illusions, que ministres et journalistes, et parmi eux Roger Massip du Figaro, font leurs valises. Pour un peu, on allait à Messine pêcher la sardine.

[Roger Massip] La conférence commence. C'était le premier juin, il faisait un temps épouvantable. Il pleuvait ! On n'avait jamais vu ça en Sicile ! On ne voyait pas l'Etna qui était perdu dans les nuages et la conférence a très mal démarré. Était-ce le temps – je n'en sais rien – les conversations, les discussions étaient oiseuses. Finalement, le bilan de la première journée, c'était quoi ? La nomination du successeur de monsieur Monnet : monsieur René Mayer. Et puis, le lendemain, le temps, tout d'un coup, se met au beau. Brusquement, la conférence redémarre et elle redémarre pas mal. L'après-midi, on sentait qu'il y avait une meilleure atmosphère et on a eu la confirmation, lorsque les délégués se rendirent à Taormine, vous savez, là, au bord de la mer, il y a un théâtre antique. On donnait des ballets grecs en leur honneur et ils assistèrent dans une atmosphère très détendue à cette représentation. Et ensuite, tout le monde alla dîner aux chandelles chez monsieur Martino. Et un délégué me confie en passant : « Tout va bien ». Et en effet, tout allait très bien. Tout allait très bien au point qu'après le dîner aux chandelles, on se remit au travail jusqu'à l'aube. Et à l'aube, on sortit un communiqué. Un communiqué anodin, mais assorti d'une décision très importante, car on créait un comité d'experts dont la présidence allait être confiée à monsieur Spaak. Et ce comité allait reprendre le mémorandum du Benelux, en faire l'ébauche de ce qui allait être le Marché commun, c'est-à-dire ce qui allait être signé à Rome le 25 mars 1957.

[Claude Bonjean] Mais personne, et Maurice Delarue qui était à Messine pour France-Soir peut en témoigner, personne ne devinait que ce chemin, comme les autres, mènerait à Rome.

[Maurice Delarue] J'ai appelé le journal, j'ai signalé cette affaire et surtout cette question du Marché commun. Je dois dire que le camarade qui était au bout du fil était tout à fait sceptique. Il m'a dit : « Mais dis donc, d'accord, mais ne nous fais vraiment pas quelque chose de trop long. Tu es en Sicile, il fait beau, c'est le mois de juin, fait donc un peu de tourisme et ne nous casse pas trop les pieds avec des papiers interminables sur, au fond, des questions tout à fait secondaires. »

[Claude Bonjean] Spaak est chargé de jeter les bases du Marché commun. Il enferme ses collaborateurs dans le château de Val-Duchesse, qui tient du couvent et de la clinique pour millionnaires, dans un bois de Bruxelles. Les jours passent, la boue vient avec l'hiver, le génie militaire consolide le terrain d'aviation avec

des planches métalliques, mais le traité déjà est rédigé. Seules manquent les signatures. Elles sont apposées le 25 mars 1957 à Rome, sur le Mont Capitole. Mais personne, encore une fois, personne, et pas même Paul-Henri Spaak, n'était en mesure de dire quelles suites aurait ce traité.

[Maurice Delarue] Après cette cérémonie protocolaire, monsieur Spaak a réuni les journalistes et on lui a posé des questions : « Mais après tout, à quoi ça va servir, à quoi ça va nous mener ? ». Et là, je me rappelle très bien la réponse qu'avait faite monsieur Spaak. Monsieur Spaak nous avait dit carrément : « On ne sait pas, mais on a fait le pari que ce sera une bonne chose ». Il y avait beaucoup de gens qui disaient : « Ah oui, ce Marché commun, finalement, ça aboutira à quoi ? Que le plus fort l'emportera et qu'un pays comme l'Italie, la malheureuse Italie, sera écrasé ! ». Et bien, c'est exactement le contraire qui s'est produit. Un pays comme l'Italie qui était, au contraire, un pays pauvre, qui n'avait pas d'industrie importante, et bien, maintenant il en a une. Et pourquoi en a-t-il une ? Parce que, justement, elle a bénéficié du marché européen. L'Italie s'est installée de toutes pièces une industrie sidérurgique très moderne qui n'existait absolument pas à l'époque et qui était impensable dans l'Italie telle qu'elle était avant le Marché commun.

[Claude Bonjean] Le 1er juillet 1968, une douzaine de frontières entre les six pays étaient tombées. Leur chute s'était opérée sans fracas, les droits de douane avaient déjà beaucoup baissé. L'industrie italienne s'en est bien portée, sans doute. La France, en revanche, a couru de plus grands risques. C'est pourquoi elle avait demandé une compensation : l'agriculture. Ses partenaires devaient l'aider à se débarrasser de ses productions excédentaires : le lait, le beurre, les céréales. Mais quelle bataille cela a été que la constitution d'une politique agricole ! Huit ans de bagarres et l'Angleterre qui compliquait les choses avec sa candidature ! La bataille de l'Angleterre, la bataille de l'agriculture, le tout mêlé ! Et l'Élysée drapé de rouge pour les grandes conférences de presse avec le général de Gaulle qui claque au nez des Anglais la porte du Marché commun en 1963. Le général de Gaulle qui rejette l'Angleterre d'un coup de poing et qui impose le marché agricole à la cravache et qui laisse vide la chaise de la France pendant sept mois, en '65, parce qu'on ne voulait pas financer l'agriculture comme il l'entendait, parce qu'on allait lui retirer son droit de veto. L'aube qui se lève sur le Palais des Congrès, cette forteresse, à Bruxelles. Les discussions qui tournent à l'aigre, les yeux rougis de Maurice Couve de Murville, la pendule qu'on arrête au deuxième coup de minuit le 31 décembre 1962 parce que Maurice Couve de Murville avait déclaré : « Si le marché agricole ne démarre pas comme promis le 1er janvier, le marché industriel sera bloqué ! ». Un 31 décembre qui allait durer 14 jours et 14 nuits, avec Edgar Pisani, ministre de l'Agriculture, colosse barbu qui avale des sandwichs sans lâcher ses arguments.

[Edgar Pisani] À peine avons-nous le temps de rentrer chez nous, même pas pour le réveillon du Nouvel An, simplement pour passer quelques heures avec les nôtres et, dès le 2 janvier, je crois, si mes souvenirs sont exacts, nous nous sommes remis à l'ouvrage jour et nuit, nuit et jour, commençant à neuf heures du matin jusqu'à midi et demi, puis reprenant à trois heures jusqu'à sept heures et demi, puis à neuf heures jusqu'à minuit, une heure, deux heures et parfois jusqu'à cinq heures du matin pour recommencer le lendemain. Alors, rien n'est plus frappant que le changement de monde auquel on assistait lorsqu'on passait de la salle de négociations au monde extérieur. J'ai l'impression qu'un chirurgien doit connaître exactement cette impression, ou un gynécologue, lorsqu'il sort de la salle d'opération ou de la salle d'accouchement. Tout était tourné autour de l'opération, tout était tourné autour de l'accouchement, rien n'avait de vie que par rapport à cela, d'attention que par rapport à cela. Et en sortant, il trouve autre chose, un monde qui a ses lois, un monde qui a son rythme, un monde qui dort, un monde qui mange. C'est un peu cela que nous connaissions. Nous avons vécu en quelque sorte dans une salle d'accouchement pendant des heures et des heures, pendant des jours et des jours, mais finalement, au bout de 14 jours, nous avons sorti un dossier.

[Claude Bonjean] Un dossier ? Non. Des chiffres, des barèmes, des graphiques, un mécanisme subtil de prélèvements, de subventions, un jeu de clé pour les répartitions, les contributions ? Non. L'Europe des dossiers ? Non. Une affaire d'hommes !